

LA NATION

journal vaudois



Fondée en 1931, la Nation est le journal bimensuel de la Ligue vaudoise, mouvement politique hors partis voué au bien commun du Pays de Vaud.

Le numéro: 3 fr. 50. Abonnement annuel: 80 francs; gymnasiens, apprentis et étudiants: 35 francs; payable au compte de chèques postaux 10-4772-4

La Grèce nous avertit

La Grèce ruinée, assujettie et humiliée nous offre une leçon de politique étrangère, et quelques avertissements.

La sagesse populaire affirme qu'un Etat ne fait jamais faillite. La formule est juste en ce que, quelle que soit la situation financière, il reste toujours un territoire avec des gens dessus. Pour le reste, elle est trompeuse. Elle induit les autorités à dépenser sans jamais se préoccuper des bilans de fin d'année. Or, une gestion irresponsable des finances publiques a toujours des retombées morales et sociales. Elle engendre des comportements néfastes, abus des prestations étatiques et subordination d'esclave à l'administration, dégoût du travail, insatisfaction et revendications perpétuelles. Le territoire et les gens subsistent certes, mais rendus à la barbarie, dénaturés, aveu- lis. L'Etat subsiste aussi, mais impuis- sant, suspect, incapable de réagir aux désordres internes et aux pressions extérieures.

Une aide extérieure, même par dizaines de milliards, ne sert à rien: c'est la même administration qui gère ces milliards, et avec les mêmes méthodes qui lui ont servi à dilapider ses propres recettes fiscales. Les sub-

ventions européennes ont été et conti- nueront d'être dispersées aux quatre vents de l'impéritie et de la démagogie. Placer un technocrate européen comme Lucas Papademos à la tête de l'Etat grec – ou Mario Monti en Italie –, chargé non de conduire le pays mais de rassurer le marché et les ban- quiers, ne résoudra rien. Ce sont les mœurs qu'on doit reconstruire, et cela demande un effort politique et moral durable.

Quant aux partis, ils reniflent der- rière la porte, pressés de reprendre la vie d'autrefois.

Le centralisme propre à l'idéologie européenne mais aussi, reconnaissons- le, la crainte de désordres consécutifs à la carence gouvernementale ont enclenché l'engrenage de la mise sous tutelle de la Grèce. La perspective d'un sursaut référendaire qui eût peut-être empêché cette mise sous tutelle a mis sens dessus dessous le petit monde bruxellois. L'idée qu'un vote de la population grecque puisse sou- straire le pays à son *diktat* était inima- ginable, pour ne pas dire blasphéma- toire. Les pressions exercées sur les autorités grecques pour qu'elles y renoncent ont dû être à la hauteur du

blasphème. Bonne leçon pour les Confédérés.

Durant la campagne sur l'Espace économique européen, nous affirmions que le droit de veto accordé à la Suisse serait inopérant face à la volonté de puissance de l'Union européenne. L'affaire grecque nous donne raison et met en lumière le peu de poids que l'Union européenne accorde aux insti- tutions des Etats membres.

Les menaces qui pèsent sur l'euro, la valse de ces centaines de milliards qu'on n'a pas, l'incapacité de colmater les failles politiques et financières d'un nombre croissant de ses membres, l'importance politique démesurée des agences d'évaluation financière – capables elles aussi de bides cos- miques comme on l'a vu avec l'«erreur technique» de Standard & Poor's retirant à la France durant quelques heures la note de solvabilité maximale qui permet d'emprunter à des taux bas –, rien ne remet en cause le processus d'unification et d'exten- sion qu'impose à l'Union européenne la mise en œuvre de ses propres prin- cipes. Sa seule conclusion possible, c'est qu'elle n'est pas allée assez loin dans cette mise en œuvre. L'Union est

condamnée à poursuivre son unifika- tion institutionnelle, sinon celle des peuples qui la composent. De cet Etat, non seulement les Etats ruinés, mais aussi les petits Etats et leurs particula- rités institutionnelles ont tout à craindre.

L'affaire grecque, c'est aussi un avertissement solennel à l'Europe. Les politiciens, technocrates et bureau- crates de l'Union sont d'abord les marionnettes d'une idéologie qui pour- suit aveuglément sa route. Conquérant, jusqu'aboutiste, belliciste s'il le faut, elle marche sur la fierté des peuples et la souveraineté des Etats à coup d'ukases et d'ultimatums. Elle marcherait tout aussi bien sur la paix. Imaginons un sursaut d'orgueil du peuple grec, voire une alliance sépara- tiste conclue entre les Etats de l'Euro- pe méridionale. L'idéologie et ses féaux ne toléreraient pas plus ce *Sonderbund* qu'ils n'ont toléré le référen- dum grec. Ils l'empêcheraient par tous les moyens.

L'Union est en train de mettre en place les rouages et engrenages d'un conflit européen possible.

OLIVIER DELACRÉTAZ

On nous écrit à propos d'un impôt fédéral sur les successions

Millionnaires malgré eux

En appuyant, voire s'appropriant une initiative en faveur d'un tel impôt fédéral, le PSS est fidèle à ses habi- tudes. Il s'assied gaiment sur les pré- rogatives des cantons en matière fis- cale... sous prétexte de financement de l'AVS [...]. Une question se pose: lorsque l'on veut supprimer l'armée, donc la neutralité armée, le capitalisme, rejoindre l'UE, et que l'on ignore superbement le fédéralisme, quel est le sens du dernier S du sigle de ce parti? Ses dirigeants ne vont tout de même pas prétendre que cela signifie «Suisse». Si pourtant c'est le cas, cela relève de la cuistrerie... d'une Levraterie!

Mais revenons à l'impôt sur les successions: haro sur les sales deux fois millionnaires. Mais de quelle for- tune parle-t-on?

Au début des années nonante, l'Etat de Vaud s'enfonçait dans les dettes. Le Conseil d'Etat, sous l'impulsion du responsable socialiste des Finances P. Duvoisin, décidait d'une indexation générale de la valeur des bâtiments et des terrains constructibles. Municipal des finances d'une bourgade vaudoise, j'assistais aux séances de la commis- sion d'estimation fiscale des immeubles. Les règles du canton étaient limpides: tout terrain construc- tible classé en zone industrielle devait être taxé à 140 Fr/m² au minimum; tous les autres terrains constructibles

devaient l'être à 180 Fr/m² au mini- mum.

Les membres de la commission demandèrent des éclaircissements au service cantonal compétent arguant que même les terrains «villa» se ven- daient à un prix inférieur aux normes minimales à appliquer. La réponse fut limpide: circulez y a rien à voir, appliquez ces minimas, nous devons remplir nos caisses!

A titre d'exemple, je possédais, en zone à bâtir «artisanale», un pré- champ, de 1900 m², taxé 4000.–. Du jour au lendemain, cette parcelle fut estimée à 340000.–, valeur fiscale 170000.–, soit 42,5 fois plus que l'esti- mation fiscale précédente. Un promo- teur local possédait un terrain indus- triel mal situé, d'environ 20000 m², acquis pour environ 400000.– au milieu des années huitante; l'estimation «obligatoire» frisa les trois millions!

C'est ainsi que notre bourgade compta, dès 1992, un nombre impres- sionnant de nouveaux millionnaires, bi-millionnaires, tri-millionnaires, ou plus encore, dont le revenu n'avait pourtant pas bougé d'un franc, mais qui passaient à la caisse (impôt fon- cier et sur la fortune). Imaginez la tête des héritiers contraints de payer un impôt sur une fortune virtuelle inven- tée par l'Etat et ses fonctionnaires.

Beau tour de passe-passe étatique d'inspiration socialiste, dont il sera bon de se souvenir lors d'une éven-

tuelle votation sur une initiative déma- gogique.

Vingt ans après, en 2011, la par- celle industrielle est toujours inoccu- pée et à vendre, mais personne ne m'en a encore offert 180 Fr/m². Si un socialiste est intéressé, qu'il n'hésite pas...: un terrain dont le prix n'a pas

varié depuis vingt ans ne peut être qu'une sacrée bonne affaire.

Il serait intéressant de savoir com- bien de Suisses statistiquement mil- lionnaires le sont par la seule volonté des Etats.

J.-F. BAUDRAZ

Le crime de la Cité

La future salle du Grand Conseil sera surmontée, si on laisse faire, d'une toiture en forme de pyramide tronquée de biais, d'une brutale laideur. Avec sa section évidée, Burki y a vu, dans un dessin célèbre, la copie d'une station de télécabine. A la hauteur de la forme s'ajoutait une crainte, que nous avons formulée lors du concours d'architectu- re: les pans de cette toiture sont si raides qu'il sera difficile d'y apposer des tuiles de terre cuite. Or l'image de la Cité, vue de Sauvabelin, ou de la Borde, ou de la Caroline, ou du Grand- Pont, c'est un ensemble de toits de tuiles brunes ou rouges, à la jolie manière d'autrefois.

Nos craintes se vérifient. Le projet mis à l'enquête prévoit ceci: *La toiture sera revêtue d'éléments de ferblanterie, assemblés par tasseaux et plis verti- caux, en acier inoxydable recouvert d'étain qui se patine avec le temps. L'installation de cette patine et la modénature des modules de construc-*

tion donneront un caractère vivant et un aspect mat, très approprié en cas de couverture importante. L'étain casse la brillance naturelle de l'inox, matériau pérenne, et facilite son intégration dans le site historique de la Cité. Au-delà des formules lénifiantes sur le caractère vivant du métal et sur l'intégration faci- lité (l'auteur des lignes précitées pres- sentirait-il que l'intégration est compro- mise?), il faut donc s'attendre à l'érection d'une masse grisâtre du plus triste effet. Et fort visible: cette bizarre superstructure coiffe tous les étages supérieurs du bâtiment sur une hauteur de 19 à 23 mètres selon les angles de vue; elle culmine à 13 mètres au-dessus de la façade Perregaux, en retrait certes, mais assez dominante pour l'écraser.

Est-il encore possible d'éviter le pire? M. Marthaler sauverait *in extre- mis* le souvenir de sa très médiocre magistrature en bloquant cet insane projet.

J.-F. C.

Un petit garçon si mignon

Pendant deux ou trois semaines, j'ai pu contempler de ma fenêtre, contre le mur de la route, une grande affiche allongée (est-ce ce que l'on appelle le format mondial?) représentant un très mignon petit garçon, d'une dizaine d'années au plus, très bien habillé, très bien chaussé, mais au regard mélancolique à vous serrer le cœur, debout à gauche sur un rocher plat, pied gauche en avant, au premier plan d'un paysage désolé, de neige ou de brouillard on ne sait au juste, avec au fond le triste découpage de noires montagnes. Au centre de l'affiche un slogan:

Ma Suisse
Ma famille
Notre avenir

A première vue, je me suis demandé si cette affiche, bouleversante de profondeur et d'intensité, constituait une propagande électorale ou émanait par exemple de Pro Familia ou de Pro Juventute (réclamant des sous à la suite d'une réduction de subventions). En sui-

te, avant de m'approcher ou de prendre mes jumelles, je me suis demandé, à supposer que ce fût un parti politique: lequel? La Suisse étant mentionnée en tête, j'ai pensé tout d'abord à l'UDC. C'est en effet à elle qu'appartient la Suisse; et les bons deux-tiers des électeurs qui n'ont pas voté pour elle continueront à vivre dans l'illusion qu'ils sont des Suisses. Quant à l'avenir, mais radieux, c'est aussi à l'UDC qu'il appartient et si le petit garçon est tellement triste, c'est parce qu'il doit attendre encore quatre ans pour voter UDC, vu qu'alors seulement aura disparu la scandaleuse discrimination dont sont victimes les ados et que le droit leur aura enfin été reconnu de voter dès quatorze ans, sur le plan fédéral, cantonal, communal (même à treize ans pour les filles, réputées mûres plus tôt).

Mais à deux pas s'étalait l'affiche UDC où les pas noirs de personnes bien chaussées s'avancent vers nous sans que l'on puisse discerner leur origine. Tout au plus doit-on constater que leurs sou-

liers sont bien propres puisqu'ils ont marché sur le drapeau suisse sans le salir. Quant au slogan jaune «Ça suffit» collé en travers, j'ignore toujours s'il visait les immigrés aux pantalons noirs ou s'il était une affichette collée en douce et de nuit par une équipe de gauchistes, voulant dire: «UDC ça suffit.»

Alors, une fois éliminés les partis n'ayant, apparemment, pas placé la famille en tête de leurs préoccupations, que reste-t-il? Le PLR... le PDC? C'est permutable, seule la hiérarchie des préoccupations pouvant faire débat. Je m'approche encore: c'est le PDC.

Et voilà! je penchais lâchement vers la liste neutre, peinant à trouver neuf noms à doubler. Mais ce petit garçon parfait, sans doute fils parfait de militants PDC, quel coup de génie! Le slogan, sans doute trouvé par un cabinet de consultant de haut niveau et bien payé, quelle dynamique! C'est tout vu, je prends la liste PDC les yeux fermés (en veillant à ne pas me tromper).

Pour des raisons sans doute financières, l'affiche a disparu avant les élections, remplacée par l'affiche d'un grand distributeur où l'on voit des gens se promener sur une plage avec des caddies. Mais elle a fait son effet. Peut-être a-t-elle même bouleversé quelques UDC.

Plus récemment, on pouvait voir à Lausanne une vieille Rom, nous tendant sa sébille en carton, accroupie contre un long panneau où s'alignaient confraternellement, et sans doute à frais partagés, les têtes généralement hilares (mais Pierre-Yves Maillard conserve son austérité jacobine) et panachées des candidats et candidates. Sous quelle tête notre Rom avait-elle choisi de s'accroupir? Peu importe. Mais toutes ces personnes, bien qu'on ne le voie pas, tendaient vers nous une urne déjà à moitié remplie par la poussière des promesses faites quatre ans plus tôt.

A. BONNARD

Un peintre vaudois à l'honneur au Château de Morges

Il est des trésors qu'on ignore trop longtemps et qui soudain ressurgissent, nous surprennent et nous saisissent. Si le «peintre du silence» Henry Meylan (1895-1980), actuellement exposé au Musée Militaire Vaudois, mérite de voir son œuvre ainsi qualifiée, ce n'est que rendre hommage à celui qui a peint son siècle.

La jeune commissaire de l'exposition, Noémie Weissbrodt, s'est plongée dans la diversité de l'œuvre du peintre vaudois, né au Sentier à la fin du XIX^e siècle. Le MMV possède plus de deux mille dessins d'Henry Meylan, dont une partie offerte par le peintre de son vivant en 1973, à la suite d'une exposition-vente au Château de Morges, l'autre par le conservateur de son œuvre, le pasteur Jean-Pierre Menu, en 1997. La quantité est impressionnante. On est encore plus stupéfait quand on voit la qualité de ces dessins précis, graphiques, souvent épurés. Mais comment sélectionner

parmi tant de pièces celles qui seront montrées au public? Le premier défi consista à répertorier chacune d'elles, un même thème étant parfois traité avec des techniques différentes: crayon, fusain, lavis, encre de Chine et aquarelle. Il fallut donc les repérer et les rassembler. Vint ensuite le délicat moment du choix et le montage de l'exposition, réalisé de concert avec Mme Nadia Pierro, décoratrice-scénographe du MMV.

Le résultat est parlant. On découvre l'homme qui, grâce à l'intervention de son ami le colonel Robert Moulin, put être engagé comme peintre militaire du Régiment du Pays de Vaud. Durant toute la mobilisation, il suivit les troupes et, sans s'arrêter, représenta la vie des soldats, ce qu'il expliqua lui-même ainsi: «Je n'ai pas illustré le règlement, mais vivant au milieu de la troupe, j'ai pu saisir ce qui me paraissait répondre au sentiment que j'avais de l'homme.»

Résumer la carrière d'Henry Meylan aux six années passées aux côtés des soldats serait malgré tout réducteur. Sourd depuis l'été 1916 (la surdité d'Henry Meylan fut probablement causée par des soins insuffisants à la suite de l'explosion d'une grenade à proximité du jeune homme, associés à deux facteurs aggravants: un hiver 1918 très rigoureux et une pathologie au niveau de la chaîne des osselets de l'oreille), Henry Meylan se détourna de la profession de notaire pour embrasser celle d'artiste. A la suite de ses études aux Beaux-Arts de Genève eut lieu sa première exposition, au Musée Arlaud (à l'époque il s'appelle ainsi), en 1920. Il partit ensuite en Espagne, puis à Paris, à Saint-Tropez et en Bretagne. Ses voyages l'inspirèrent, tant au niveau des couleurs que des styles; il ne cessa de peindre. Cependant, sa surdité le coupe du monde. «Parce que je suis sourd et parce que je suis esclave

de mes yeux, je suis un visuel. C'est pour ça que je me suis exprimé avec des styles si différents.» Il vécut de sa peinture, difficilement et courageusement.

Le rêve de Noémie Weissbrodt? Etablir un catalogue raisonné de l'œuvre militaire d'Henry Meylan. Cela risque de prendre dix voire vingt ans, le temps que tous les possesseurs de dessins ou peintures de la période militaire du peintre se manifestent. Nombreux sont en effet ceux qui possèdent une de ses toiles, ou un de ses dessins, sans en connaître la valeur. Puisse cet article être un appel aux heureux propriétaires: qu'ils se fassent connaître! Nous encourageons aussi vivement nos lecteurs à découvrir rapidement cette exposition, prolongée jusqu'au 4 décembre.

CLAIRE-MARIE LOMENECH

A nos lecteurs

Novembre est pour *La Nation* le mois du réabonnement. A l'heure de poser la question de confiance à nos lecteurs, nous devons faire un bilan en demi-teinte des combats de la Ligue vaudoise et de son organe de presse.

Notre soutien énergique et inconditionnel à Ecole 2010 n'a pas empêché de voir un projet sensé et opportun se faire coiffer au poteau par la nouvelle loi sur l'enseignement obligatoire. Cette campagne fut certes une excellente occasion de nouer de nouveaux contacts dans le Canton, mais reste un échec politique. Aux dernières nouvelles, les circulaires internes du Département de la formation et de la jeunesse ressassent béatement les déclarations d'intention... mais envisagent le possible

report du délai d'entrée en vigueur; ceci semble confirmer les difficultés de mise en application prédites dans nos colonnes. Nous conseillons aux enseignants et aux parents de savourer ce retard avant les désordres de la mise en pratique.

Quant aux dernières élections fédérales, elles nous ont confortés dans notre distance sceptique face à la démocratie des partis. Trois cent trente-quatre candidats se sont entre-déchirés pour conquérir les dix-huit postes vaudois au Conseil national. Non contents de s'affronter avec les concurrents d'autres partis, certains se sont même disputés à l'interne pour ravir les meilleures places d'affichage. Les élus sortent sur les rotules du combat, qui a nécessité

d'eux une débauche d'énergie dont le Pays et ses institutions auraient eu bien besoin: personne, pendant ces vaines joutes médiatiques, pour soutenir un référendum contre le choix du nom de ses enfants ou pour apporter une réponse politique aux conséquences de la crise européenne. Plus grave encore, le fédéralisme et sa défense n'étaient au programme d'aucun des partis ou candidats vaudois.

Il y a donc de la place pour un organe d'opinion soucieux du bien commun vaudois, du respect de la souveraineté des Etats cantonaux, notamment la vaudoise, de la mise en valeur des communautés intermédiaires, du maintien de forces de défense crédibles pour faire face aux problèmes de sécurité internes et internationaux. Nous

nous engageons à le faire au travers d'articles plus courts et percutants, ceci pour nous adapter à l'évolution des habitudes de lecture.

Le prix d'abonnement, fortement majoré l'année dernière suite à la suppression par la Poste du tarif préférentiel, restera cette fois fixé à 80.- (35.- pour les étudiants) pour l'année à venir. Beaucoup de nos abonnés arrondissent libéralement le montant de l'abonnement. Cela nous permet de soutenir des actions politiques et d'offrir l'abonnement à des personnes qui ont de la peine à nouer les deux bouts. Qu'ils en soient remerciés d'avance.

Lisez donc et faites lire *La Nation*!

LA RÉDACTION

Les Verts, la gauche, la droite

Au lendemain des élections fédérales, *24 heures* a interrogé Mme Adèle Thorens et M. Antonio Hodgers, conseillers nationaux Verts de Vaud et de Genève, sur le recul de leur parti (perte de cinq sièges et suffrages en diminution de 1,2% sur l'ensemble de la Suisse). Les élus écologistes, si l'on résume sommairement leur analyse, prétendent que leur parti présente un riche et bon programme, mais qu'il n'a «pas su le vendre»: langage trop abstrait, posture d'opposition alors que leurs idées triomphent, mais «difficulté à endosser des habits majoritaires» (majoritaires? tout de même...). Quant au programme, on y trouve toutes sortes de choses qui font très mode chic: l'écologie industrielle, l'agriculture durable, la qualité de vie basée sur le temps disponible, le «vivre mieux avec moins», la création de nouveaux métiers, la réinvention de l'organisation familiale. «Des choses très concrètes», affirme M. Hodgers; à ce stade, on demande à voir.

Les chefs des Verts historiques, en revanche, ne disent quasi rien de leur positionnement à gauche. Pourtant, leur relatif échec va de pair avec l'avancée spectaculaire des Verts libéraux, qui se disent volontiers écologistes en matière d'environnement, mais de droite pour le reste. Il semble évident que ce langage a séduit une part notable de l'électorat sensible en priorité aux causes environnementales, mais nullement disposée à faire le jeu de la gauche collectiviste. Or

les Verts pastèque semblent ignorer le phénomène. Tout juste concèdent-ils que l'émergence de ce nouveau parti crée «un beau gâchis» et constitue une des raisons pour lesquelles «ils n'ont pas pu progresser». Pour le reste, ces Verts libéraux, «qu'on ne connaît pas encore assez (...), c'est le seul parti qui a été élu sans programme». Ce n'est visiblement pas l'entente cordiale avec ce concurrent qu'on snobe un peu; car l'écologie, c'est bien, mais les sièges, c'est mieux.

Il y aurait pourtant place pour une réflexion approfondie, de la part de Verts historiques, sur leur ancrage à gauche, qui ne semble pas correspondre à une nécessité profonde et qui n'existait pas à l'origine. En terre vaudoise du moins, les fondateurs du Mouvement, puis Groupement pour la protection de l'environnement (GPE), ancêtre des Verts, étaient des garçons de bonne famille, nullement rebelles aux usages bourgeois, mais doués d'une conscience morale aiguë acquise à la table familiale, ou au catéchisme, ou chez les scouts, et qui estimaient de leur devoir supérieur de laisser la Terre propre. Ils furent rejoints, la vague baba-cool aidant, par de braves camarades appréciant les sandales à lanières et la tomme de chèvre, rêvant d'un retour, loin des tracasseries de la ville et de la trépidance du monde moderne, à la frugalité des âges anciens. Le Club de Rome et son appel à la croissance zéro conféraient à ce nou-

veau romantisme une respectabilité académique. Dans cette vision rétrograde – à l'aune du combat contre la pauvreté et pour l'accès généralisé au confort matériel –, rien qui ressemble à l'avenir radieux de la gauche progressiste! Aujourd'hui encore, même chez certains Verts d'obédience gauchiste, le refus de toute intervention transgressive dans l'ordre de la Nature, la culture du renoncement, le «mieux avec moins» sont plus proches d'un ascétisme religieux quasi fondamentaliste que de la lutte pour une progression de la société vers l'aisance pour tous.

A quoi tint le virage à gauche? Vu du Canton de Vaud, il y eut une bonne part d'opportunisme électoral dans la coalition qui permit au GPE d'obtenir un siège à la Municipalité de Lausanne, cette apparente péripétie devenant en réalité le début d'une alliance durable et qui s'est d'ailleurs produite ailleurs en Suisse. Il doit donc exister aussi d'autres facteurs de proximité: une méfiance commune envers l'économie privée, suspecte à la fois d'écraser les travailleurs et de mépriser l'environnement; un penchant semblable vers l'étatisme, car la protection du cadre naturel passe avant tout par des obligations légales, des ponctions fiscales et d'innombrables interdictions; peut-être aussi un goût partagé pour l'idéologie utopiste.

L'avenir dira si les Verts libéraux échappent au collectivisme environne-

mental, ou du moins en limitent l'importance pour mieux faire appel à des solutions volontaires, ou négociées, ou à une politique d'incitations respectueuse de la liberté des personnes et des entreprises. On verra aussi s'ils se montrent réellement «de droite» sur les autres questions; pour l'heure, au Grand Conseil vaudois du moins, ils ont surtout pratiqué une politique de balance destinée à faire remarquer leur existence au milieu de l'hémicycle.

Quant aux Verts pastèque, loin de renier les liens gauchisants qui leur ont coûté une partie de leur électorat fédéral, ils les réaffirment au contraire en vue de l'élection complémentaire au Conseil d'Etat vaudois. Mme Anne Décosterd, députée Verte, dans un article de brave petit soldat paru dans *24 heures* du 4 novembre, vante les mérites de Mme Béatrice Métraux, à la fois écologiste et socio-syndicaliste, candidate de la gauche unie; dans la foulée, elle condamne le PLR qui «vend son âme au diable en s'alliant avec Pierre-Yves Rapaz». Peut-être fait-on beaucoup d'honneur au député UDC de Bex en lui prêtant la puissance de Satan. Une chose est sûre: Mme Décosterd tait soigneusement que la candidate des Verts, elle, est soutenue par les marxistes du POP et de Gauche en mouvement; en fait de voisinage gênant, on fait difficilement mieux.

JEAN-FRANÇOIS CAVIN

Revue de presse

On déchanté

On sait que l'administration fédérale, en particulier dans ses postes supérieurs, est largement en mains alémaniques. M. Michel Guillaume («Latins dans l'administration fédérale: le scandale perdue», *L'Hebdo* du 10 novembre) écrit à ce sujet:

C'était une excellente nouvelle. Après maintes péripéties parlementaires, la Suisse s'était dotée d'une loi sur les langues entrée en vigueur en janvier 2010. Deux ans plus tard, les Latins déchantent. A la tête de l'administration, rien n'a changé, et surtout pas dans les esprits. Des statistiques, arrachées de haute lutte à l'Office fédéral du personnel (Ofper), il ressort que les Latins n'ont simplement plus rien à dire dans la politique de la défense, mais aussi dans l'énergie, et dans une moindre mesure dans la santé [...].

Le moins qu'on puisse dire, c'est que la loi sur les langues n'a pour l'instant eu aucun effet sur la représentation des minorités à la tête de l'administration. Bombardé délégué au plurilinguisme, le Genevois Vasco Dumartheray n'a visiblement aucun pouvoir. Fâché, et même très fâché, Ignazio Cassis (conseiller national tessinois, réd.) désigne deux responsables: «D'une part l'Office du personnel de Barbara Schaerer, dont le sort des minorités linguistiques est la dernière priorité, et d'autre part le Conseil fédéral qui n'exerce pas suffisamment de pression sur lui.» [...]

Il y avait quelque naïveté à s'imaginer que la «loi sur les langues» allait résoudre le problème de la prédominance alémanique dans l'administration fédérale. Par ailleurs, cette loi attribuée à la Confédération et à son administration, dans le domaine si délicat des langues, des pouvoirs que seuls les cantons devraient posséder. Cela va créer des problèmes et les journalistes de *L'Hebdo* auront encore des occasions de déchanter.

E. J.

«Allô, les indignés?»

C'est le titre que M. Jean Romain donne à son article de «Forum» dans *Le Nouvelliste* du 11 novembre. Il analyse le phénomène de cette «escalade tapageuse des indignés» dans les villes européennes et à Genève en particulier:

[...] Sortes de rebelles de confort qui campent sous tentes, dans de douilletts sacs de couchage, avec des iPads et des smartphones, ils consultent sur la vaste Toile (c'est la ville qui paie une connexion quasi gratuite) l'opinion des alter-indignés qui leur répondent illico depuis l'autre bout du continent. Ils s'indignent d'une société qui a dépassé les bornes en matière d'injustice. Ils n'ont pas tort sur le constat [...].

Après avoir relevé que jusqu'à présent les «indignés» n'ont rien obtenu ni rien changé, l'auteur continue:

[...] Qu'à cela ne tienne, disent-ils, le positif dans tout ça, c'est le lien qui s'est créé entre nous, le côté festif de la chose! [...] En fait ce n'est pas une vraie révolte, un signe de rupture, une exemplaire confrontation. Non, c'est pour rire, pour faire semblant, bref, pour faire la fête, pour se désennuyer un peu. On n'a pas voulu mettre en place un véritable désaccord, une vraie fracture qui requerrait de la part de leurs auteurs des actions, des responsabilités... en somme des risques. [...] Mais nos indignés de confort sont incapables de se dissocier de ce monde: ils font la fête dans une société qui a fait de la fête son principal projet. Et durant ces journées d'indignation, personne ne disposant de la distance nécessaire pour rire un peu, on a donc festoyé, tout en construisant ensemble l'effroi moutonnier du grand frisson de faire semblant de se révolter pour de vrai. C'est le vaudeville des impostures contemporaines qui se joue dans nos parcs.

Ce diagnostic ne manque pas de pertinence. Mais il faut quand même

constater que tous ces gens ne croient plus à la représentation du peuple à travers la démocratie parlementaire. Ils ne sont pas les seuls; même si nous n'irons pas camper à Sauvabelin ou à la place de Milan.

E. J.

Perseverare diabolicum

Invité de *24 heures* du 11 novembre, M. Maximilien Bernhard, président de l'Association romande contre la drogue, retape sur le clou:

Après avoir échoué dans sa tentative de dépénaliser la consommation de cannabis lorsqu'elle siégeait au gouvernement, l'ancienne conseillère fédérale Ruth Dreifuss revient à la charge dans le cadre de la Commission mondiale sur la politique des drogues. Dans son rapport, cette commission demande ni plus ni moins de décriminaliser la consommation de drogue et de légaliser le cannabis, après un prétendu échec de la répression.

Ph. R.

Qui a écrit cela?

Juste après les élections fédérales, il paraît opportun de revenir à quelques conseils de vote donnés dans le passé: au moment où l'extrême gauche n'est plus représentée aux Chambres fédérales, va-t-elle reprendre cette ancienne recommandation?

En France, les communistes se rallient au Parti démocrate-socialiste contre la bourgeoisie conservatrice et radicale, tout en se réservant le droit de critiquer les phrases et les illusions léguées par la tradition révolutionnaire.

En Suisse, ils appuient les radicaux, sans méconnaître que ce parti se compose d'éléments contradictoires, moitié de démocrates socialistes, dans l'acceptation française du mot, moitié de bourgeois radicaux.

Cela est totalement contraire à la volonté populaire [...].

Une fois de plus, force est de constater que le lobby de la drogue tente de revenir par la petite porte en banalisant la consommation de stupéfiants [...].

Nos concitoyens en ont assez du trafic qui se déroule en toute impunité sous leurs yeux. Nos autorités politiques doivent agir au niveau législatif et se donner les moyens de déployer des forces policières sur le terrain. C'est à ce prix que l'on pourra réprimer efficacement le trafic de drogue.

Si l'on en croit certaines déclarations récentes, l'Etat et la Ville de Lausanne seraient décidés à agir. Les autorités ne peuvent pas se borner à un effet d'annonce: la coupe déborde, comme l'ont montré une émission récente de *Temps présent* et la mobilisation des commerçants de la rue de Bourg, notamment.

En Suisse, l'aile des «démocrates socialistes» a depuis lors essaimé dans de nombreux partis, le PS affichant même une prospérité indécente. Quant à l'aile des «bourgeois radicaux», elle se dessèche de législature en législature. Le *Manifeste du parti communiste* de 1847 dont est extraite cette citation semble avoir mis sur le bon cheval. (<http://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000d.htm>)

Ce texte nous a été fourni par M. Michel Hort d'Yverdon-les-Bains, qui recevra un abonnement gratuit d'une année à *La Nation*. Si vous désirez concourir pour gagner un tel abonnement, envoyez vos citations dûment référencées, vos coordonnées et la mention «Qui a écrit cela?» à courrier@ligue-vaudoise.ch ou sous pli à *La Nation*, C.P. 6724, 1002 Lausanne.

Les bornes de la félicité (Les Marches du Pays)

Bien des philosophes préconisent à leurs disciples de réfléchir en marchant. Marcher donne, semble-t-il, un tour plus réaliste à la pensée. Nous échappons pour un temps non au virtuel et au fictif, car les informations distillées par les médias recouvrent des réalités d'une certaine espèce, mais à l'inquiétante disproportion entre notre petite existence et l'énormité des événements planétaires que relatent les journaux, internet ou la télévision.

Nous nous rapprochons des choses, et aussi des personnes, de celles qui nous accompagnent ou que nous rencontrons lors de nos déambulations. Plusieurs excursions et voyages récents ont permis au marcheur soussigné d'accumuler quelques réflexions.

Commençons par la dixième Marche du Pays.

Cette année, nous avons parcouru les crêtes du Jura, de Trois Villes, près de Sainte-Croix, jusqu'au Day.

Les Marches du Pays commencent toujours avant que nous empruntons les sentiers campagnards. Il faut quitter son domicile de bon matin, patienter un moment à la gare de Lausanne et observer les diverses ethnies qui la peuplent. Rien de tel que les voyages en train pour constater combien la composition de la population se modifie et admettre que notre environnement est désormais marqué par ce que les gens bien en cour appellent la «diversité».

Des pentes boisées du Mont de Baulmes, quelques trouées permettent au regard de plonger dans la mer de brouillard où croupit la publicité électorale du moment. Nous y laissons sans remords Isabelle Clochette et Fahti le Ténébreux à leur «amour de la Suisse».

Nous prenons de la hauteur à tous égards. Ce premier jour d'octobre est plutôt doux, la forêt encore verdoyante

est parsemée de taches de lumière. L'été, qui a commencé en avril et nous a oubliés en juillet, s'achève à peine. Nous croisons des pique-niqueurs en balade. Il semble que ces lieux paisibles soient fréquentés par des familles encore unies, avec grands-parents et enfants. Quelques participants visitent la grotte appelée la Cave Noire, puis nous parvenons au faite des Aiguilles de Baulmes d'où la clarté régnante nous permet d'apercevoir la plupart des sommets jurassiens, notamment le Chasseral à l'Est et la Dôle à l'Ouest.

La descente du col de l'Aiguillon une fois bouclée, nous marchons dans les prés jusqu'à l'alpage de Grange Neuve où un aimable aubergiste nous sert des croûtes au fromage d'anthologie. Nous reprenons ensuite notre randonnée: Châlet de Noirvaux, La Sagne, la Poyette, la route du Petit Bel Coster.

Nous avons longé la frontière franco-suisse et découvert, au terme d'une sorte de jeu de piste, d'imposantes bornes, parfois fort anciennes, marquées d'un côté de l'écusson vaudois et de l'autre de la fleur de lys. L'histoire nous rattrape. Bornes, toblerones et blockhaus témoignent de la volonté de défense de nos ancêtres, désireux de délimiter et de protéger notre sol. Aucun obus n'a jamais défoncé ces prés, aucune mitraille n'a jamais lacéré les sapins. Ces paysages sereins, ces pentes douces, ces riches pâturages, épargnés par les ravages des guerres et des révolutions, nous les leur devons en partie. Saurons-nous les conserver? Oserons-nous, comme eux, nous revendiquer responsables de cette terre?

La lumière automnale nous inspire de la nostalgie. Tout à l'heure, observant le dos d'un compagnon face à la mer de brouillard, nous nous sommes crus soudain dans un tableau de Caspar David

Friedrich. Mais trêve de romantisme! Revenons à la marche au crépuscule! Nous atteignons bientôt Ballaigues. Nous empruntons ensuite une route à lacets jusqu'aux gorges de l'Orbe, nous traversons la rivière, nous remontons brusquement et arrivons à la gare du Day. Au passage, les militaires du groupe vibrent en apercevant de loin les installations où

ils se sont exercés, naguère, au combat de localité.

Après huit heures de marche effective et quelques pauses où notre guide a pu nous faire profiter de sa science historique, nous sommes au but. La nuit est tombée, il faut reprendre le train en direction de Lausanne et nous séparer.

JACQUES PERRIN

Juvenilia CV

«On aurait tort de croire que la politesse est le propre des sociétés comblées. La marche triomphante de la civilisation mécanicienne, au XIX^e siècle, a contribué grandement à ruiner le sentiment de la politesse.» Ce texte de Georges Duhamel, tiré des *Chroniques des saisons amères, 1940-1943*, servait de base de réflexion dans une classe de 9^e année. Le sentiment diffus était que la politesse avait en effet perdu du terrain. Pour alimenter d'exemples la thèse de Duhamel, on incrimina les téléphones portables aussi bien que les portes automatiques (on ne peut plus les tenir aux dames et aux personnes âgées!) Toutefois, il apparut clairement que ce n'était pas en supprimant la machine à laver qu'on retrouverait la politesse.

Abîmé dans ses pensées, Cyprien ne participait pas à la discussion. Il semblait étranger au débat, mais finit par lever la main: «Moi je crois que l'origine du déclin de la politesse n'a rien à voir avec la technologie. Ça date plutôt de la Révolution française. Les gens ont commencé à se tutoyer. On appelait le roi Louis Capet; on insultait la reine... Et le cor-

donnier qui apprenait des injures à Louis XVII...» Il ne sut développer plus avant sa réflexion, mais je trouvai admirable son intuition que «casse-toi pauvre con» ne pouvait être une citation de Louis XV. Il avait senti qu'en 89 des forces ténébreuses avaient soulevé les plaques des égouts, et que ce qui s'était répandu sur le monde nous salissait encore.

* * *

Je crois que l'origine de la politesse dans notre société est à chercher dans la vie monastique. Le chapitre 53 de la Règle de saint Benoît (480-547) nous parle de la réception des hôtes: «Les frères doivent saluer les hôtes humblement: devant tous ceux qui arrivent ou partent, on inclinera la tête, ou bien on se prosternera en terre de tout le corps, pour honorer en eux le Christ, puisque c'est lui que l'on reçoit en eux.» La Révolution n'a pas seulement décapité le Christ, la Vierge et les saints aux porches des églises, guillotiné des Carmélites, elle a effacé la politesse qui allait avec cette civilisation.

J.-B. ROCHAT

Semper Fidelis 1971-2011

Fondée en 1971 par le divisionnaire Eugène Dénéreaz (1910-2002), à l'issue de son commandement de la division mécanisée 1 de notre armée, l'association *Semper Fidelis* («toujours fidèle») a décidé de mettre fin à ses activités cette année, vu le déclin du nombre de ses membres.

Constituée au départ de militaires, mais aussi ouverte à chacun, cette association avait pour but de servir le pays, mais sous une forme plus large que par les seules activités liées à l'armée, et notamment dans les domaines artistique et culturel.

Pour laisser une trace de l'existence de l'association, ses derniers dirigeants viennent de publier une plaquette¹, qui rappelle les éditions, mécénats et parrainages réalisés par *Semper Fidelis* en quarante ans d'existence. Il s'agit de

plus de trente projets, dont nous ne citerons ici que quelques exemples.

En 1971, l'association a commandé une cantate à Géo Blanc et à Jean Balissat, intitulée «Pour un Dix-Août», sur le thème du massacre des Gardes suisses aux Tuileries à Paris en 1792. Cette œuvre a été créée à Beaulieu par le Chœur de la RSR, le Chœur *Pro Arte*, la Chorale du Brassus et l'OCL, sous la direction d'André Charlet.

En 1979, *Semper Fidelis* a participé au démarrage de l'association «Plans-fixes», qui a pour but de garder une trace filmée de plusieurs personnalités de Suisse romande.

Entre 2002 et 2006, l'association a soutenu les Mystères de la Cathédrale de Lausanne, débouchant sur une représentation théâtrale et sur un livre.

En 2011 enfin, outre l'édition de la plaquette précitée, *Semper Fidelis* apporte son soutien à la publication d'un ouvrage de M. David Auberson intitulé *Ferdinand Lecomte 1826-1899, un Vaudois témoin de la guerre de Sécession*, à paraître dans la collection de la BHV.

En quarante ans de vie, l'association *Semper Fidelis* a contribué de manière substantielle à l'enrichissement du patrimoine culturel du Pays. Il faut en savoir gré à ses membres et à leurs dirigeants.

A. ROCHAT

¹ *Semper Fidelis 1971-2011, Quarante ans de mécénat au service de la culture*, Pully, 2011.

Entretiens du mercredi

Ces entretiens ont lieu le mercredi à 20h00 dans nos locaux de la Place Grand-Saint-Jean 1 à Lausanne. L'entrée est libre.

Prochains rendez-vous:

23 novembre: Les droites vaudoises et l'intégration européenne (1986-1992): une passion? avec **Blaise Fontanellaz**, politologue.

30 novembre: «Vaud Libre»: Une vision centriste de l'intérêt public du canton, avec **Alexandre Staeger**.

Le Coin du Ronchon

Place de la Mobilité Douce

Autrefois, au bon vieux temps de l'Union des républiques socialistes soviétiques, chaque petite ville se réjouissait d'inaugurer sa «Place de l'Amitié entre les Peuples», qui allait permettre aux habitants de se rencontrer dans un esprit de fraternité, de se retrouver dans une ambiance conviviale et de fêter l'avènement du socialisme loin des hideux ennemis capitalistes. Pour souligner la conformité idéologique de la manifestation, on plaçait un peu partout des drapeaux rouges et des portraits du camarade premier secrétaire du parti – que personne ne regardait mais qui témoignaient de la fidélité des autorités envers le régime. Les mamans et les petits enfants souriaient sur les photos, avant de retourner faire la queue devant les magasins d'Etat en rêvant de s'évader à l'Ouest.

Samedi prochain, la capitale vaudoise inaugurera une place de la Sallaz désormais dédiée à la mobilité douce, qui permettra aux habitants de se retrouver dans une ambiance conviviale, d'aller les uns vers les autres pour s'enrichir de leurs différences, tout heureux de trotter au milieu d'une route d'où la municipalité communiste aura chassé les voitures

infâmes et les diaboliques camions – mais ni les gentils autobus ni les sympathiques vélos. Pour souligner la conformité idéologique de la manifestation, toutes les routes alentours ont été décorées de pistes cyclables – qui ne seront peut-être pas utilisées mais qui témoignent de l'attachement des autorités au mode de déplacement des ouvriers chinois à l'époque de Mao. Les mamans socialistes et les petits enfants souriront sur les photos, avant d'aller rechercher leur monospace pour partir faire leurs courses là où l'on peut circuler et se parquer, tandis que la place de la fraternité et de la mobilité douce sera progressivement rendue au désœuvrement et à la mendicité, aux beuveries et à la violence des jeunes, au commerce de la drogue et à la peur des riverains, aux salissures et déjections en tout genre. On la traversera en rasant les murs et en fixant le bout de ses chaussures pour éviter de manquer de respect aux occupants des lieux, comme on le fait déjà dans le centre-ville, en rêvant de ces paradis sûrs et riants que sont les bordures d'autoroute.

LE RONCHON

LA NATION

Rédacteur responsable:
Jean-Blaise Rochat

Rédaction et administration:
Place Grand-Saint-Jean 1
Case postale 6724, 1002 Lausanne
Tél. 021 312 19 14 (de 8h - 10h)
Fax 021 312 67 14

Internet: www.ligue-vaudoise.ch
Courriel: courrier@ligue-vaudoise.ch

Imprimerie Beck, Lausanne